

Décentralisation financière et croissance économique au Maroc : Analyse empirique

Financial Decentralization and Economic Growth in Morocco: An Empirical Analysis

Wafae AMRANI, (Doctorante)

Laboratoire d'Analyse Economique et Modélisation (LEAM)
Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales–Souissi
Université Mohamed V de Rabat, Maroc

Saad ELOUARDIRHI, (Professeur d'enseignement supérieur)

Laboratoire d'Analyse Economique et Modélisation (LEAM)
Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales–Souissi
Université Mohamed V de Rabat, Maroc

Adresse de correspondance :	Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales –Souissi Avenue Mohammed Ben Abdallah Ragraoui Al Irfane. BP 6430 Rabat (+212) 5 37 67 17 19 fsjes-souissi@um5r.ac.ma
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude. Ils assument l'entière responsabilité de tout éventuel plagiat, de l'usage de l'intelligence artificielle dans la rédaction, ainsi que des résultats présentés dans cet article.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	AMRANI, W., & ELOUARDIRHI, S. (2026). Décentralisation financière et croissance économique au Maroc : Analyse empirique. <i>International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics</i> , 7(3), 200–213. https://doi.org/10.5281/zenodo.18460290
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: 08/01/2026

Accepted: 20/02/2026

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 7, Issue 03 (2026)

Décentralisation financière et croissance économique au Maroc : Analyse empirique

Résumé :

Cet article examine la relation dynamique entre la décentralisation financière et la croissance économique au niveau national sur la période 2011–2022. En mobilisant un modèle VAR, l'analyse met l'accent sur les interactions temporelles, les réponses aux chocs (fonctions de réponse impulsionnelle) et la décomposition de la variance, afin d'identifier l'ampleur et le calendrier des effets. Il permet ainsi de distinguer les impacts de court terme et de moyen terme, tout en tenant compte des rétroactions possibles entre croissance et variables budgétaires. L'objectif est de produire une lecture macroéconomique robuste des effets de la décentralisation financière sur la performance économique agrégée.

Mots clés : Décentralisation financière, Croissance économique, VAR, Maroc.

JEL Classification : H7, H2, O1, C32

Type du papier : Recherche empirique

Abstract :

This article examines the dynamic relationship between financial decentralization and economic growth at the national level over the period 2011–2022. Using a Vector Autoregression (VAR) model, the analysis focuses on temporal interactions, shock responses through impulse response functions, and variance decomposition in order to identify both the magnitude and timing of the effects. This approach makes it possible to distinguish between short-run and medium-run impacts while accounting for potential feedback effects between economic growth and fiscal variables. The objective is to provide a robust macroeconomic assessment of the effects of financial decentralization on aggregate economic performance.

Keywords: Financial decentralization, Economic growth, VAR, Morocco.

Classification JEL: H7, H2, O1, C32

Paper type: Empirical Research

1. Introduction

Au cours des dernières décennies, la décentralisation financière s'est imposée comme un axe central des réformes institutionnelles engagées par de nombreux pays, aussi bien développés qu'en développement. Cette orientation s'inscrit dans une réflexion plus large sur l'organisation optimale de l'État et sur le rôle des collectivités territoriales dans la fourniture des biens publics et la promotion du développement économique. Dès les travaux fondateurs de Musgrave (1959) et Oates (1972), la décentralisation financière est envisagée comme un mécanisme susceptible d'améliorer l'efficacité de l'allocation des ressources publiques, en rapprochant la décision publique des préférences locales et en renforçant la responsabilisation des autorités infranationales.

Sur le plan théorique, plusieurs cadres analytiques permettent d'expliquer les liens potentiels entre décentralisation financière et croissance économique. Le théorème de la décentralisation formulé par Oates (1972) postule que la fourniture des biens publics est plus efficace lorsqu'elle est assurée par le niveau de gouvernement le plus proche des citoyens, dès lors que les préférences locales sont hétérogènes. Dans cette perspective, une plus grande autonomie financière des collectivités territoriales peut favoriser une meilleure allocation des ressources, une amélioration de la qualité des services publics et, in fine, une dynamique de croissance économique plus soutenue. De son côté, le modèle de concurrence territoriale de Tiebout (1956) suggère que la décentralisation financière instaure une forme de concurrence entre juridictions, incitant les gouvernements locaux à optimiser la combinaison entre fiscalité et services publics afin d'attirer ménages et entreprises, ce qui peut stimuler l'investissement et la performance économique locale. Par ailleurs, l'approche fonctionnelle de Musgrave (1959) distingue les fonctions d'allocation, de redistribution et de stabilisation, et souligne que si la décentralisation est particulièrement adaptée à la fonction d'allocation, elle doit être encadrée afin de préserver l'équité territoriale et la stabilité macroéconomique.

Toutefois, la littérature théorique souligne également que les effets de la décentralisation financière sur la croissance économique ne sont ni automatiques ni univoques. Des travaux plus récents (Oates, 1999 ; Tanzi, 2000 ; De Mello, 2000) mettent en évidence les risques associés à une décentralisation mal encadrée, tels que les problèmes de coordination intergouvernementale, la faible discipline budgétaire ou l'accentuation des disparités territoriales lorsque les capacités fiscales et administratives locales sont hétérogènes. Ainsi, l'impact de la décentralisation financière dépend fortement du cadre institutionnel, de la qualité de la gouvernance locale et des mécanismes de péréquation et de solidarité mis en place.

Sur le plan empirique, la relation entre décentralisation financière et croissance économique a donné lieu à une abondante littérature internationale, dont les résultats demeurent contrastés. Si certaines études mettent en évidence un effet positif de la décentralisation financière sur la croissance, notamment à travers l'autonomie fiscale et l'efficacité de la dépense publique locale, d'autres soulignent des effets plus ambigus, voire négatifs, en particulier dans les pays caractérisés par de fortes inégalités territoriales ou une gouvernance locale insuffisante. Ces divergences empiriques renforcent l'idée selon laquelle l'impact de la décentralisation financière est largement conditionnel au contexte institutionnel et économique des pays étudiés. Le Maroc s'inscrit pleinement dans ce débat à travers les réformes institutionnelles engagées depuis le début des années 2000, et plus particulièrement avec l'adoption de la régionalisation avancée consacrée par la Constitution de 2011. Cette réforme vise à renforcer le rôle des collectivités territoriales dans la planification et la mise en œuvre des politiques publiques, tout en leur conférant une autonomie financière progressive. Dans cette perspective, la décentralisation financière est présentée comme un levier potentiel de développement territorial et de croissance économique plus équilibrée.

Néanmoins, malgré ces avancées institutionnelles, le poids budgétaire des collectivités territoriales au Maroc demeure relativement limité, et de fortes disparités persistent entre régions en matière de mobilisation des recettes, d'exécution des dépenses et de capacités administratives. Ces constats soulèvent une question centrale, encore peu explorée empiriquement dans le cas marocain : la décentralisation financière telle qu'elle est mise en œuvre contribue-t-elle effectivement à la croissance économique nationale ?

C'est dans ce cadre que s'inscrit la présente recherche, qui vise à analyser empiriquement la relation entre décentralisation financière et croissance économique au Maroc. En s'appuyant sur les fondements théoriques de la décentralisation et sur les enseignements de la littérature empirique internationale, l'article mobilise deux indicateurs complémentaires : l'indice de décentralisation financière par les recettes (IDFR), mesurant le degré d'autonomie financière des collectivités territoriales, et l'indice de décentralisation financière par les dépenses (IDFD), traduisant leur responsabilité effective dans l'exécution budgétaire. Ces indicateurs sont analysés en relation avec le taux de croissance économique (TCE) afin d'évaluer la nature et l'ampleur de leurs effets macroéconomiques.

L'objectif de cet article est double. D'une part, il vise à combler un vide dans la littérature empirique en proposant une analyse spécifique au cas marocain, encore peu documenté malgré l'importance des réformes engagées. D'autre part, il ambitionne de fournir des éléments d'aide à la décision aux pouvoirs publics, en évaluant dans quelle mesure la décentralisation financière peut constituer un levier effectif de croissance économique.

La problématique centrale de cette étude peut ainsi être formulée comme suit : dans quelle mesure la décentralisation financière contribue-t-elle à la croissance économique au Maroc ?

L'article est structuré comme suit. La section 2 présente une revue de la littérature théorique et empirique. La section 3 analyse les faits stylisés relatifs à la décentralisation financière et à la croissance économique au Maroc. La section 4 expose la méthodologie de recherche et les données utilisées. La section 5 discute les résultats empiriques, avant de conclure par une synthèse des principaux enseignements et implications économiques.

2. Revue de littérature

Dans cette section, nous présentons une revue de la littérature théorique et empirique portant sur les principales approches de la décentralisation financière et la croissance économique, dans le but de mieux cerner notre problématique de recherche. Nous examinons les concepts fondamentaux relatifs à la décentralisation financière et à la croissance économique, en mettant en évidence les liens entre autonomie financière locale, efficience allocative et performance macroéconomique.

La décentralisation financière constitue un pilier central des réformes contemporaines de gouvernance publique, tant dans les économies développées que dans les pays émergents. Dans la littérature des finances publiques, elle est généralement définie comme le transfert de compétences fiscales et budgétaires du niveau central vers les collectivités territoriales, dans le but de rapprocher la décision publique des citoyens, d'améliorer l'efficience allocative et de renforcer la performance de l'action publique locale (Yushkov, 2015). Longtemps marginale dans l'analyse économique, la question de la décentralisation connaît depuis les années 1990 un regain d'intérêt, sous l'effet des réformes institutionnelles et de la montée des préoccupations liées à la gouvernance, à la démocratie locale et au développement territorial (Chandra Jha, 2012).

Les fondements théoriques de la décentralisation financière reposent principalement sur les travaux fondateurs de Tiebout, Oates et Musgrave.

Le modèle de Tiebout (1956) constitue l'une des premières tentatives de formalisation microéconomique de la décentralisation. Il postule que les citoyens, assimilés à des consommateurs de biens publics, choisissent leur lieu de résidence en fonction du panier de

services publics et du niveau de fiscalité locale, un mécanisme qualifié de « vote avec les pieds ». Cette concurrence entre collectivités territoriales est supposée conduire à une allocation optimale des ressources publiques. Toutefois, le caractère normatif de ce modèle repose sur des hypothèses très restrictives — mobilité parfaite, information complète, homogénéité fiscale et absence d'externalités spatiales — rarement observées dans la réalité, en particulier dans les pays en développement, ce qui limite sa portée empirique.

Le théorème de la décentralisation de Oates (1972) apporte un cadre analytique plus général en affirmant que la fourniture des biens publics doit être assurée par le niveau de gouvernement le plus proche des citoyens, dès lors que les préférences locales sont hétérogènes et que les coûts de centralisation sont élevés. Ce principe de subsidiarité met en avant les gains d'efficience allocative et la réactivité accrue des politiques publiques locales. Néanmoins, Oates souligne que certaines fonctions essentielles de l'État, notamment la redistribution des revenus et la stabilisation macroéconomique, doivent rester centralisées afin de garantir l'équité et la cohérence macroéconomique.

Cette distinction est approfondie par Musgrave, qui propose une typologie classique des fonctions de l'État — allocation, redistribution et stabilisation — permettant de mieux structurer le rôle respectif des différents niveaux de gouvernement. Selon cette approche, la décentralisation est particulièrement pertinente pour la fonction d'allocation, étroitement liée aux préférences locales, tandis que la redistribution et la stabilisation relèvent du niveau central. Les contributions plus récentes (Tanzi, 1999 ; De Mello, 2000a) insistent sur le fait que les gains attendus de la décentralisation dépendent fortement de la qualité des institutions, des capacités administratives locales et des mécanismes de responsabilisation budgétaire.

Trois grands conditionnements ressortent de manière récurrente dans les travaux théoriques et empiriques.

D'abord, la qualité institutionnelle et la gouvernance locale. La transparence, la stabilité politique et le contrôle de la corruption constituent des facteurs déterminants pour que la décentralisation améliore l'efficience de la dépense publique. Terzioğlu (2017) avait montré que les pays dotés d'institutions solides bénéficiaient davantage de la décentralisation. À l'inverse, une gouvernance fragile peut favoriser les comportements opportunistes et réduire les gains attendus.

Ensuite, la structure des finances locales. L'impact de la décentralisation dépend de la part des recettes propres, de la nature des transferts intergouvernementaux et du degré de déséquilibre fiscal vertical. Mendoza-Velázquez et al. (2022) avaient montré que les transferts ne stimulent la croissance que lorsqu'ils s'accompagnent d'une réelle autonomie locale. Une dépendance excessive aux transferts peut affaiblir les incitations à une gestion efficace.

Enfin, la discipline budgétaire et les règles de gestion de la dette. L'absence de règles fiscales claires ou de plafonds d'endettement peut engendrer des comportements de « budget mou » (Bouton et al., 2005), une accumulation de déficits et une instabilité macroéconomique (Goodspeed, 2002 ; De Mello, 2000b).

Ces trois dimensions présentent une pertinence particulière pour le cas marocain. Le processus de régionalisation avancée s'accompagne d'efforts d'amélioration de la gouvernance locale, mais les collectivités demeurent fortement dépendantes des transferts de l'État et soumises à un cadre d'endettement relativement encadré. Ces caractéristiques suggèrent que l'impact de la décentralisation financière sur la croissance au Maroc dépend moins du principe de décentralisation en soi que de ses modalités institutionnelles et budgétaires effectives.

La littérature empirique analysant le lien entre décentralisation financière et croissance économique met en évidence des résultats contrastés, largement dépendants des contextes institutionnels, des indicateurs retenus et des méthodologies employées. Le travail fondateur de Davoodi et Zou (1998), basé sur un modèle de régression en panel couvrant 46 pays, montre que la décentralisation financière exerce un impact positif sur la croissance dans les pays en

développement, tandis que son effet est faible ou négatif dans les économies avancées, en raison notamment de différences de capacités administratives et de structures budgétaires. Cette approche est approfondie par Gemmell, Kneller et Sanz (2013) à l'aide de modèles dynamiques de panel GMM, qui mettent en évidence que la décentralisation des dépenses a un effet plus robuste et significatif sur la croissance que la décentralisation des recettes, soulignant l'importance de la capacité locale à orienter les dépenses publiques.

Parallèlement, des études fondées sur des modèles VAR apportent un éclairage dynamique sur les interactions entre décentralisation et performance économique. Aux États-Unis, Shamsub et Mehanna (2005, 2008), à partir de VAR multivarié puis bivarié, identifient une causalité bidirectionnelle entre décentralisation financière locale et croissance économique, mettant en évidence des rétroactions dynamiques entre ces deux variables. Dans les économies africaines, Moche, Monkam et Aye (2014) utilisent un Panel VAR (PVAR) pour l'Afrique du Sud et montrent que la décentralisation financière contribue non seulement à la croissance, mais aussi à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration du développement humain, tandis que Ewetan et al. (2016), à l'aide d'un VAR multivarié, concluent à une relation de long terme positive entre décentralisation financière et croissance du PIB réel au Nigeria.

En Amérique latine, Mendoza-Velázquez, Rubio-García et Conde-Cortés (2022) appliquent un Panel VAR aux États mexicains et montrent que la décentralisation des transferts, lorsqu'elle s'accompagne de marges de manœuvre locales effectives, stimule significativement la croissance régionale. En Asie et en Afrique de l'Est, Yulianita (Indonésie) et Njenga (2024), à l'aide de modèles VECM, mettent en évidence des effets positifs à court et long terme, tandis qu'une étude kenyane récente (2023), fondée sur un PVAR, confirme que l'élargissement de l'autonomie des recettes locales favorise la croissance des comtés.

Enfin, dans les pays développés, Park et Park (2024), à partir d'un VAR appliqué aux municipalités coréennes, montrent que l'indépendance fiscale locale soutient la croissance économique, bien que cet effet soit atténué par des facteurs structurels, tels que le vieillissement démographique. Les surveys récents (2025) confirment que les modèles dynamiques (VAR, VECM, PVAR) révèlent des effets hétérogènes, dépendant étroitement de la qualité institutionnelle, de la structure des dépenses locales et du degré de discipline budgétaire, conduisant à la conclusion selon laquelle la décentralisation financière n'est pas intrinsèquement bénéfique, mais produit ses effets dans un cadre de gouvernance approprié.

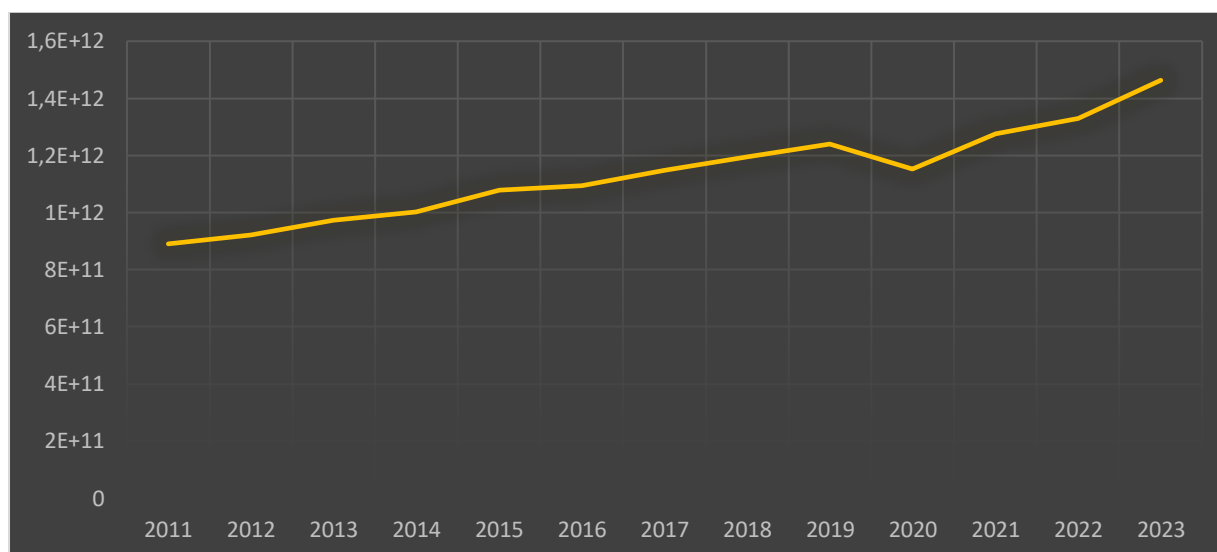
3. Analyse des faits stylisés

L'analyse de l'évolution du PIB national et des finances locales permet de mieux comprendre les dynamiques économiques et budgétaires qui accompagnent le processus de décentralisation au Maroc. Le PIB offre une mesure globale de la performance économique du pays, tandis que les recettes et dépenses des collectivités territoriales traduisent la capacité financière et opérationnelle des gouvernements locaux. L'observation graphique de ces indicateurs entre 2011 et 2023 permet ainsi de mettre en évidence les tendances majeures, les chocs conjoncturels et l'évolution progressive de l'autonomie financière territoriale.

La Figure 1 retrace l'évolution du produit intérieur brut réel du Maroc sur la période 2011–2023, exprimé en dirhams. Elle met en évidence une tendance globalement haussière de long terme, le PIB réel passant d'environ 600 milliards de dirhams en 2011 à près de 1 600 milliards de dirhams en 2023, soit plus du double sur l'ensemble de la période. Entre 2011 et 2019, l'économie marocaine enregistre une progression relativement régulière du PIB réel, traduisant une phase de croissance stable. Cette dynamique est toutefois interrompue en 2020, où l'on observe un ralentissement, voire une contraction, correspondant au choc conjoncturel provoqué par la pandémie de COVID-19. À partir de 2021, un rebond significatif s'amorce, avec une reprise progressive de l'activité économique permettant au PIB réel de retrouver puis de dépasser son niveau d'avant-crise. La poursuite de cette évolution positive jusqu'en 2023

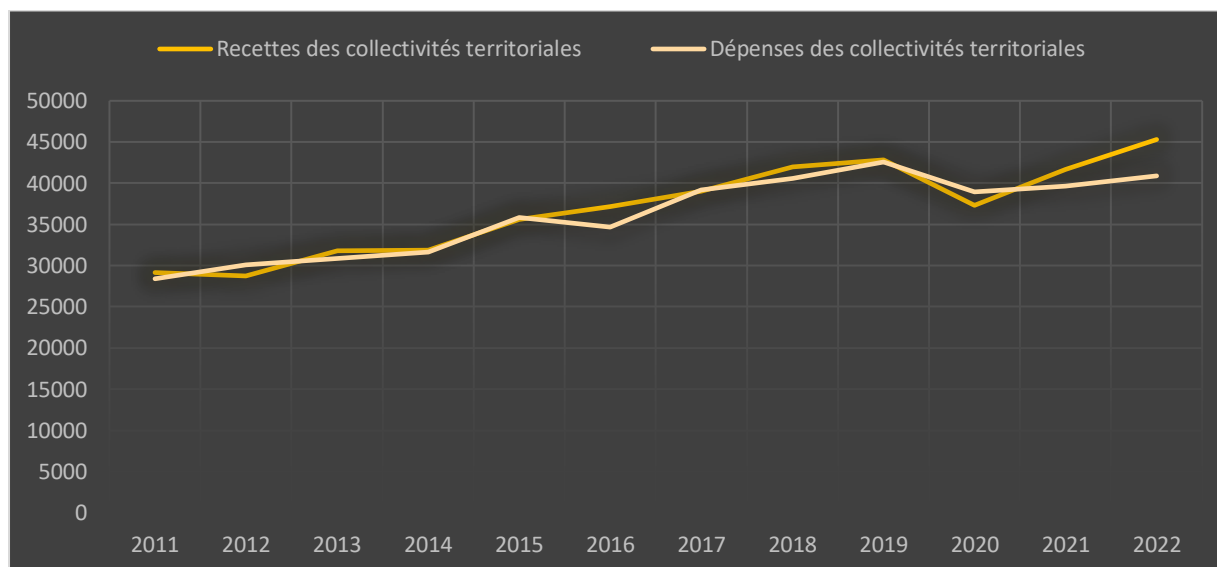
souligne la résilience de l'économie marocaine face aux chocs exogènes, tout en révélant l'existence de fluctuations conjoncturelles autour d'une trajectoire de croissance de long terme.

Figure 1 : Évolution du PIB réel au Maroc, 2011–2023 (en dirhams constants)



Source : Auteur

Figure 2 : Évolution des finances locales au Maroc, 2011-2022 (en milliers de Dirhams)



Source : Auteur

La Figure 2 présente l'évolution des recettes et des dépenses des collectivités territoriales au Maroc entre 2011 et 2022, exprimées en milliers de dirhams. Elle met en évidence une tendance globale à la hausse des finances locales, les recettes passant d'environ 10 000 à près de 45 000 milliers de dirhams, tandis que les dépenses suivent une trajectoire comparable. Les deux agrégats évoluent de manière largement parallèle, traduisant un renforcement progressif des finances locales et une certaine cohérence budgétaire. Cette dynamique connaît toutefois une rupture conjoncturelle en 2020, marquée par un repli notable lié à un choc exogène, suivie d'un rebond dès 2021. La forte corrélation entre recettes et dépenses suggère que les collectivités territoriales ajustent généralement leurs dépenses en fonction de leurs ressources disponibles, ce qui reflète une autonomie financière encore limitée. Par ailleurs, certaines années enregistrent des dépenses légèrement supérieures aux recettes, pouvant indiquer des déficits temporaires ou un recours accru à l'investissement public local. Ces éléments soulignent

l'intérêt d'une analyse approfondie du rôle de la décentralisation financière dans la dynamique de croissance économique.

4. Méthodologie de recherche

Cette section expose de manière détaillée les choix méthodologiques retenus pour l'estimation du modèle économétrique, ainsi que la sélection des variables, la période d'étude, la nature et la fréquence des données, et les sources statistiques mobilisées afin d'analyser l'impact de la décentralisation financière sur la croissance économique au Maroc. L'objectif principal de cette recherche est d'évaluer l'effet des finances locales, à travers l'indice de décentralisation fiscale par les recettes et l'indice de décentralisation fiscale par les dépenses, sur le taux de croissance économique national.

Pour ce faire, nous avons opté pour un modèle VAR (Vector Autoregressive Model). Ce modèle économétrique est particulièrement adapté à l'analyse des relations dynamiques et interdépendantes entre plusieurs variables macroéconomiques sur une période donnée. Contrairement aux modèles structurels traditionnels, le VAR permet de traiter toutes les variables comme endogènes et d'examiner leurs interactions à court et à long terme, notamment à travers les fonctions de réponse impulsionnelle et la décomposition de la variance.

L'étude porte sur une période de 12 années, allant de 2011 à 2022, conformément à la disponibilité des données statistiques. La fréquence des données est annuelle, ce qui permet d'analyser l'évolution macroéconomique sur le moyen terme. Les données utilisées sont des données de séries temporelles nationales, exprimées en dirhams, et transformées sous forme d'indices et de taux de croissance afin d'assurer leur cohérence analytique.

Trois variables principales sont mobilisées dans l'analyse : le taux de croissance économique (TCE), l'indice de décentralisation fiscale par les recettes (IDFR) et l'indice de décentralisation fiscale par les dépenses (IDFD). Le taux de croissance économique constitue la variable dépendante, tandis que les deux indices de décentralisation fiscale représentent les variables explicatives permettant d'appréhender l'autonomie financière des collectivités territoriales.

Les données proviennent de sources officielles et fiables. Le taux de croissance économique est extrait des statistiques de la Banque mondiale, tandis que les données relatives aux recettes et aux dépenses des collectivités territoriales sont issues du Ministère de l'Économie et des Finances, notamment de la Direction des Études et des Prévisions Financières (DEPF).

La description synthétique des variables, de leurs notations, de leurs sources et de leurs unités de mesure est présentée dans le Tableau 1.

Tableau 1 : Sources des données

Variables	Notation	Source	Unité de mesure
Produit Intérieur Brut (exprimé par le taux de croissance économique)	TCE	Banque mondiale	Dirham
Recettes des Collectivités Territoriales (exprimées par indice de décentralisation fiscale par les recettes)	IDFR	Ministère de l'Économie et des Finances (DEPF)	Dirham
Dépenses des Collectivités Territoriales (exprimées par indice de décentralisation fiscale par les dépenses)	IDFD	Ministère de l'Économie et des Finances (DEPF)	Dirham

Source : Auteur

Formulation du modèle VAR :

Afin d'étudier l'effet de la décentralisation fiscale sur la croissance économique, le modèle VAR a été spécifié sous la forme suivante :

$$\begin{pmatrix} TCE(t) \\ IDFR(t) \\ IDFD(t) \end{pmatrix} = A_0 + \sum_i^p A_i \begin{pmatrix} TCE(t-p) \\ IDFR(t-p) \\ IDFD(t-p) \end{pmatrix} + e_t$$

Où :

- **TCE_t**: Le taux de croissance économique à la période **t** ;
- **IDFR_t**: L'indice de la décentralisation fiscale par les recettes à la période **t** ;
- **IDFD_t**: L'indice de la décentralisation fiscale par dépense à la période **t** ;
- **A₀** : Un vecteur des constantes ;
- **p** : L'ordre du modèle VAR (le nombre de retards) ;
- **e_t** : Le vecteur des termes d'erreur.

Choix des variables :

Le choix des variables constitue une étape fondamentale pour garantir la validité du modèle économétrique.

- **Le taux de croissance économique (TCE)** est appréhendé à partir du taux de croissance du PIB réel, indicateur central de l'évolution de l'activité économique.
- **L'indice de décentralisation fiscale par les recettes (IDFR)** reflète la part des recettes fiscales collectées et gérées par les collectivités territoriales relativement aux recettes totales de l'administration centrale.
- **L'indice de décentralisation fiscale par les dépenses (IDFD)** mesure la part des dépenses publiques exécutées par les collectivités locales.

5. Résultats et discussion

Cette section exposera les résultats empiriques obtenus à partir du modèle VAR, incluant les statistiques descriptives, les tests de stabilité, les réponses impulsionnelles et les effets dynamiques des indices de décentralisation sur le taux de croissance économique.

Une analyse statistique descriptive a été réalisée afin de mieux appréhender les caractéristiques fondamentales des variables étudiées avant l'estimation du modèle économétrique.

Les résultats montrent que le PIB présente une moyenne de $1,11 \times 10^{12}$ et une médiane très proche, traduisant une distribution relativement symétrique et une évolution globalement régulière au fil des années. Les valeurs extrêmes reflètent les fluctuations conjoncturelles de l'économie marocaine, notamment un minimum de $8,91 \times 10^{11}$ correspondant aux périodes de ralentissement et un maximum de $1,33 \times 10^{12}$ observé durant les années de croissance soutenue. S'agissant des finances locales, les recettes des collectivités territoriales affichent une moyenne de 36 876,83 millions de dirham et une médiane légèrement supérieure, indiquant une progression continue mais marquée par quelques variations à la baisse. Les dépenses territoriales présentent des niveaux similaires, avec une moyenne de 36 113,5 millions de dirham et une dispersion légèrement plus faible, ce qui révèle une gestion plus contenue des engagements budgétaires.

Tableau 1 : Statistiques Descriptives

Variables	TCE	IDFR	IDFD
Moyenne	1,11E+12	36876.83	36113.5
Médiane	1,12E+12	3,73E+04	3,74E+04
Max	1,33E+12	4,53E+04	4,26E+04
Min	8,91E+11	2,87E+04	2,84E+04
Écart type	1,41E+11	5545.001	4864.328

Source : Auteur

L'étude de la corrélation (tableau 3) met en évidence que :

- Le TCE présente une corrélation positive très élevée avec la IDFR, estimée à 0.98, indiquant que l'amélioration des ressources ou capacités territoriales contribue significativement à la performance économique.
- De même, le TCE est fortement et positivement corrélé avec la IDFD, avec un coefficient de corrélation de 0.95, ce qui traduit une relation étroite entre le niveau de

décentralisation et la croissance économique.

Ces résultats suggèrent que la décentralisation et le renforcement des capacités territoriales jouent un rôle déterminant dans la dynamique de croissance économique, en favorisant une meilleure allocation des ressources et une gouvernance plus efficace au niveau local.

Tableau 2 : Coefficient de corrélation

	<i>TCE</i>
<i>IDRD</i>	0.98
<i>IDFD</i>	0.95

Source : Auteur

Les résultats du test de racine unitaire d'Augmented Dickey-Fuller (ADF) montrent que le taux de croissance économique (TCE) est non stationnaire en niveau, le test ne permettant pas de rejeter l'hypothèse nulle de présence de racine unitaire, ce qui traduit une forte persistance de la série et des effets durables des chocs. En revanche, l'application du test à la première différence conduit au rejet de l'hypothèse nulle, indiquant que le TCE devient stationnaire après une différenciation et peut être considéré comme intégré d'ordre 1, $I(1)$. À l'inverse, les indices de décentralisation financière mesurés par les recettes et les dépenses sont stationnaires en niveau, les tests ADF rejetant l'hypothèse de racine unitaire, ce qui implique qu'ils sont intégrés d'ordre 0, $I(0)$, et peuvent être introduits directement en niveau dans les estimations. Cette structure d'intégration mixte entre les variables doit être prise en compte dans la spécification du modèle empirique et le choix de la méthodologie économétrique appropriée.

Tableau 3 : Test de la racine unitaire

Séries chronologiques	Ordre d'intégration	Type	Variable retenue
<i>TCE</i>	$I(1)$	DS	D_PIB
<i>IDFR</i>	$I(0)$	TS	IDFR
<i>IDFD</i>	$I(0)$	TS	IDFD

Source : Auteur

L'étape suivante de l'analyse consiste à déterminer le nombre optimal de retards à inclure dans le modèle VAR, un choix déterminant pour la qualité de l'ajustement et la validité des résultats empiriques. Afin d'orienter cette sélection, plusieurs critères d'information ont été mobilisés, notamment les critères d'Akaike (AIC), de Hannan–Quinn (HQ), de Schwarz (SBC) et l'erreur de prédiction finale (FPE), lesquels permettent d'arbitrer entre qualité d'ajustement et parcimonie. Les résultats indiquent une convergence claire de l'ensemble de ces critères en faveur d'un modèle VAR avec un seul retard. La spécification VAR(1) apparaît ainsi comme le meilleur compromis pour capturer la dynamique essentielle entre les variables, en suggérant que les effets des chocs se transmettent principalement à court terme, tout en garantissant la stabilité du modèle et une interprétation plus aisée des fonctions de réponse impulsionnelle et de la décomposition de la variance.

Tableau 4 : Le choix du nombre de retards optimal

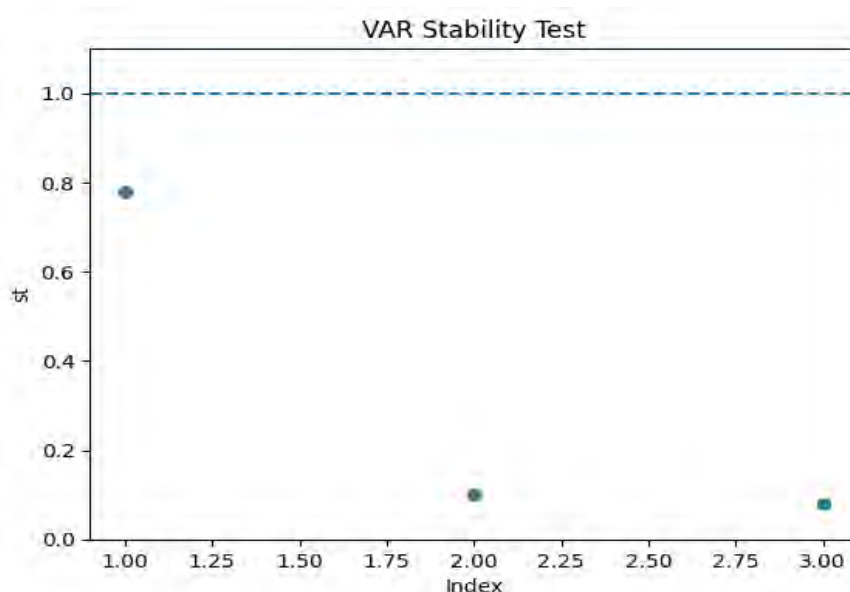
AIC(n)	HA(n)	SBC(n)	FPE(n)
1	1	1	1

Source : Auteur

Le test de stabilité du modèle VAR repose sur l'examen des valeurs propres associées à son polynôme caractéristique afin de vérifier si les effets des chocs se dissipent dans le temps ou génèrent des dynamiques explosives. Les résultats indiquent que l'ensemble des valeurs propres présente un module strictement inférieur à l'unité, ce qui signifie que le modèle est dynamiquement stable. Cette condition implique que les chocs affectant les variables du VAR s'estompent progressivement et que le système ne produit pas de trajectoires divergentes. La stabilité du modèle garantit ainsi la validité économique et économétrique des fonctions de

réponse impulsionnelle et de la décomposition de la variance, renforçant la fiabilité des résultats empiriques et permettant une analyse cohérente des mécanismes de transmission étudiés.

Figure 3 : Stabilité d'un modèle VAR



Source : Auteur

Les tests de diagnostic visent à vérifier la validité économétrique du modèle VAR et le respect des hypothèses fondamentales en séries temporelles, à savoir l'homoscédasticité des résidus, l'absence d'autocorrélation et la normalité de leur distribution. Le test ARCH, utilisé pour détecter une éventuelle hétéroscédasticité conditionnelle, affiche une probabilité de 0,41, supérieure au seuil de 5 %, ce qui conduit à ne pas rejeter l'hypothèse d'homoscédasticité des erreurs. Le test de Portemanteau, appliqué pour examiner l'autocorrélation des résidus, présente une probabilité de 0,75, indiquant l'absence de corrélation significative entre les erreurs et confirmant une spécification dynamique adéquate du modèle. Enfin, le test de normalité de Jarque-Bera fournit une probabilité de 0,13, ce qui ne permet pas de rejeter l'hypothèse de normalité des résidus. Pris ensemble, ces résultats indiquent que les résidus du modèle VAR sont homoscédastiques, non autocorrélés et approximativement normaux, confirmant ainsi la validité économétrique du modèle et la fiabilité des analyses empiriques qui en découlent.

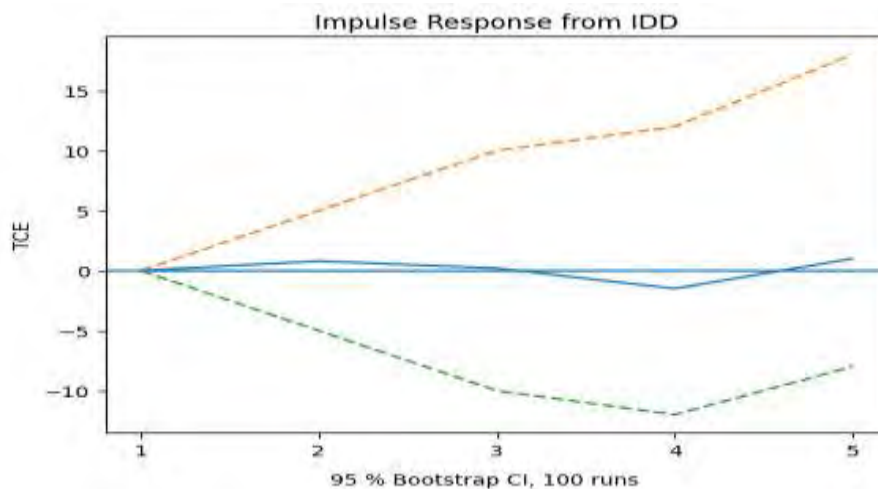
Tableau 5 : Test de diagnostic d'un modèle VAR

Tests	P-value
ARCH	0.41
Portemanteau	0.75
Jarque Bera	0.13

Source : Auteur

Les fonctions de réponse impulsionnelle indiquent qu'un choc positif sur l'IDFD, correspondant à une hausse de la décentralisation financière par les dépenses, entraîne une réaction immédiatement positive du taux de croissance économique (TCE). Cet effet initial suggère que l'augmentation des dépenses publiques gérées au niveau local stimule rapidement l'activité économique, notamment à travers l'investissement public et les services de proximité. L'impact ne se limite toutefois pas au court terme : la réponse du TCE s'intensifie au cours des périodes suivantes, atteignant un maximum autour de la deuxième année, ce qui traduit une diffusion progressive des effets de ces dépenses sur l'économie. Au-delà de cet horizon, l'effet tend à se stabiliser ou à s'atténuer progressivement, à mesure que l'économie absorbe le choc initial.

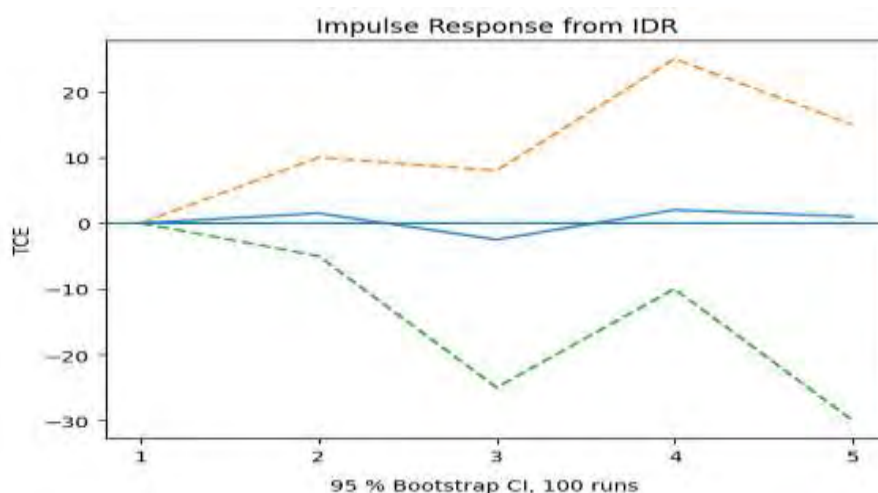
Figure 4 : La réaction de TCE suite à un choc sur IDFD



Source : Auteur

Les fonctions de réponse impulsionnelle indiquent qu'un choc positif sur l'IDFR, correspondant à une augmentation de la décentralisation financière par les recettes, entraîne une réaction immédiate et positive du taux de croissance économique (TCE). Ce résultat suggère qu'un renforcement de l'autonomie fiscale des collectivités territoriales peut stimuler l'activité économique à court terme, notamment en améliorant leur capacité de financement des projets locaux et des services publics. L'effet positif se prolonge sur un horizon d'environ deux années, traduisant une certaine persistance liée au temps nécessaire à la mobilisation et à la diffusion des ressources fiscales supplémentaires dans l'économie. Toutefois, l'ampleur de cet impact demeure relativement modeste, indiquant que la décentralisation des recettes joue un rôle complémentaire plutôt que déterminant dans la dynamique de croissance, et doit s'inscrire dans une approche plus globale intégrant l'efficacité des dépenses et la qualité de la gouvernance locale.

Figure 5 : La réaction de TCE suite à un choc sur IDFR



Source : Auteur

Les résultats empiriques montrent que l'IDFR et l'IDFD exercent un impact positif mais de faible amplitude sur la croissance économique au Maroc, indiquant que la décentralisation financière contribue au soutien de l'activité sans constituer, à elle seule, un moteur majeur de la croissance de long terme. Cette faible intensité s'explique notamment par le poids budgétaire encore limité des collectivités territoriales et par des capacités institutionnelles et administratives inégales, qui peuvent atténuer l'efficacité de la décentralisation. Ces constats

suggèrent que, pour produire des effets de croissance plus marqués, la décentralisation financière doit s'inscrire dans un cadre de réformes complémentaires visant à renforcer la gouvernance locale, la qualité de l'investissement public et la coordination entre niveaux de gouvernement. Ainsi, la décentralisation financière apparaît comme un instrument utile mais conditionnel, dont l'impact dépend largement de son articulation avec l'ensemble des politiques économiques et institutionnelles.

6. Conclusion

Cet article a permis d'éclairer les relations complexes entre décentralisation financière et croissance économique à partir d'une approche théorique et empirique intégrée. Sur le plan conceptuel, l'analyse a mis en évidence les principaux mécanismes par lesquels la décentralisation financière est susceptible d'influencer la performance macroéconomique, notamment à travers le rapprochement des centres de décision des citoyens, l'amélioration de l'efficacité allocative et le renforcement de la responsabilisation des collectivités territoriales. Toutefois, la réflexion théorique souligne clairement que ces effets ne sont ni automatiques ni uniformes, mais étroitement conditionnés par la qualité de la gouvernance locale, les capacités administratives, ainsi que l'existence de mécanismes efficaces de coordination et de solidarité interterritoriale.

La revue de la littérature empirique confirme ce diagnostic nuancé. Si la décentralisation financière est fréquemment associée à des effets positifs sur la croissance économique, ces impacts demeurent généralement de faible à moyenne ampleur et varient sensiblement selon les contextes institutionnels, le niveau de développement des pays et la nature des instruments décentralisés. Plusieurs travaux empiriques (Davoodi et Zou, 1998 ; Gemmell et al., 2013 ; Terzioğlu, 2017 ; Mendoza-Velázquez et al., 2022 ; Sima et al., 2023) mettent en évidence que ce n'est pas tant la décentralisation en elle-même qui détermine les performances économiques, mais plutôt les conditions dans lesquelles elle est mise en œuvre. Ces études soulignent notamment l'importance de la clarté des compétences transférées, de la stabilité des ressources locales, de la qualité institutionnelle et de la capacité des collectivités à gérer efficacement les recettes et les dépenses publiques.

Ces enseignements offrent un cadre analytique pertinent pour l'étude du cas marocain, marqué par un processus de régionalisation avancée visant à renforcer le rôle des collectivités territoriales dans le développement économique. L'analyse fondée sur les indices de décentralisation financière par les recettes (IDFR) et par les dépenses (IDFD) permet ainsi d'évaluer de manière rigoureuse dans quelle mesure la décentralisation financière peut constituer un levier effectif de croissance économique et de réduction des disparités territoriales. Les résultats suggèrent que, bien que la décentralisation financière contribue positivement à la dynamique de croissance, son impact demeure conditionnel et relativement limité, ce qui plaide en faveur de réformes complémentaires axées sur le renforcement de la gouvernance locale, la qualité de l'investissement public, la coordination entre niveaux de gouvernement et la consolidation des capacités institutionnelles des collectivités territoriales.

En définitive, la décentralisation financière apparaît moins comme une solution isolée que comme un instrument parmi d'autres au service du développement économique. Son efficacité dépend largement de son articulation avec un ensemble cohérent de politiques économiques et institutionnelles visant à promouvoir l'efficacité, l'équité territoriale et la soutenabilité des finances publiques. Ces constats ouvrent des perspectives de recherche futures, notamment en explorant les effets différenciés de la décentralisation selon les territoires et en intégrant des dimensions qualitatives liées à la gouvernance et à la performance des institutions locales.

Références :

- (1). Arellano, M., & Bond, S. (1991). Some tests of specification for panel data: Monte Carlo evidence and an application to employment equations. *Review of Economic Studies*, 58(2), 277–297.
- (2). Arellano, M., & Bover, O. (1995). Another look at the instrumental variable estimation of error-components models. *Journal of Econometrics*, 68(1), 29–51.
- (3). Arif, M. Z., & Chishti, M. Z. (2022). Analyzing the effectiveness of fiscal decentralization in economic growth: The role of institutions. *Iranian Economic Review*, 26(2), 325–341.
- (4). Blöchliger, H., Bartolini, D., & Stossberg, S. (2016). *Does fiscal decentralisation foster regional convergence?* OECD Economics Department Working Paper No. 1330.
- (5). Blundell, R., & Bond, S. (1998). Initial conditions and moment restrictions in dynamic panel data models. *Journal of Econometrics*, 87(1), 115–143.
- (6). Davoodi, H., & Zou, H. F. (1998). Fiscal decentralization and economic growth: A cross-country study. *Journal of Urban Economics*, 43(2), 244–257.
- (7). De Mello, L. (2000). Fiscal decentralization and intergovernmental fiscal relations: A cross-country analysis. *World Development*, 28(2), 365–380.
- (8). Gemmell, N., Kneller, R., & Sanz, I. (2013). Fiscal decentralization and economic growth: Spending versus revenue decentralization. *Economic Inquiry*, 51(4), 1915–1933.
- (9). Hanif, I., Wallace, S., & Gago-de-Santos, P. (2020). Economic growth by means of fiscal decentralization: An empirical study for federal developing countries. *Sage Open*, 10(4), 1–15.
- (10). Hung, N. T., & Thanh, S. D. (2022). Fiscal decentralization, economic growth, and human development: Empirical evidence. *Cogent Economics & Finance*, 10(1), 2109279.
- (11). Idalfahim, M., Abdeladim, O., & Elouardirhi, S. (2025). L'impact de la décentralisation financière et la croissance économique au Maroc : Une analyse régionale basée sur des données de panel. *Les Cahiers du Plan*, 58, 43–58.
- (12). Musgrave, R. A. (1983). *The theory of public finance: A study in public economy*. McGraw-Hill.
- (13). Musgrave, R. A., & Musgrave, P. B. (1989). *Public finance in theory and practice* (5th ed.). McGraw-Hill.
- (14). Oates, W. E. (1972). *Fiscal federalism*. Harcourt Brace Jovanovich.
- (15). Oates, W. E. (1999). An essay on fiscal federalism. *Journal of Economic Literature*, 37(3), 1120–1149.
- (16). Oates, W. E. (2005). Toward a second-generation theory of fiscal federalism. *International Tax and Public Finance*, 12(4), 349–373.
- (17). OCDE. (2019). *Réussir la décentralisation : Manuel à l'intention des décideurs*. Éditions OCDE.
- (18). OECD. (2018). *Making decentralisation work: A handbook for policy-makers*. OECD Publishing.
- (19). Royaume du Maroc. (2017). *Projet de loi de finances pour l'année budgétaire 2017*. Ministère de l'Économie et des Finances.
- (20). Royaume du Maroc. (2019). *Projet de loi de finances pour l'année budgétaire 2019*. Ministère de l'Économie et des Finances.
- (21). Tiebout, C. M. (1956). A pure theory of local expenditures. *Journal of Political Economy*, 64(5), 416–424.
- (22). World Bank. (2005). *Decentralization in the Middle East and North Africa: Opportunities and challenges*. World Bank.
- (23). World Bank. (2008). *World development report 2009: Reshaping economic geography*. World Bank.